

A Gandrange, des promesses non tenues

by Usine Nouvelle - jeudi, janvier 22, 2009

<http://correspondances.fr/arcelormittal-gandrange-des-promesses-non-tenues/>

Un an après l'annonce de la fermeture partielle du site lorrain d'ArcelorMittal, rien n'est clair concernant l'avenir de la filière dans la région.

La déception prévaut un an après l'annonce de la fermeture partielle de l'usine d'ArcelorMittal à Gandrange (Moselle) et la suppression de 575 postes. Certes, Daniel Soury-Lavergne, le directeur général d'ArcelorMittal, s'est engagé au-delà des strictes obligations légales. Mais les promesses que l'industriel et l'Etat avaient faites aux partenaires sociaux sont loin d'être tenues. Sur les cinq mesures phares annoncées en avril, trois sont abandonnées (centrale électrique, centre de formation, R&D dédiée aux solutions câbles).

Cofinancé par ArcelorMittal et la collectivité, un fonds lorrain des matériaux doté de 20 millions d'euros doit venir conforter les installations de R&D et faire émerger des activités innovantes. Le sidérurgiste entend injecter 8 millions d'euros (contre 10 initialement) et créer 20 emplois dans le laminoir à couronnes et à barres, qui constituera dès l'an prochain l'ultime installation du site de Gandrange.

Il maintient la création d'un centre de services dédié aux produits longs, qui générera 33 emplois au terme d'un investissement de 5,8 millions d'euros. La diversification de Gandrange vers la construction métallique mobilisera 16 millions d'euros pour 66 nouveaux emplois répartis entre un atelier de poutres pour charpentes métalliques, un centre de production d'éléments standard pour petits bâtiments et une unité de fabrication de panneaux coupe-feu.

Et, en lieu et place d'un nouveau centre de formation (5 millions d'euros, 120 stagiaires par an), ArcelorMittal prévoit d'accueillir 20 stagiaires à la prochaine rentrée dans un centre de formation existant.

Le sidérurgiste affirme vouloir maintenir les hauts-fourneaux de Florange et créer une station de captation et de stockage du CO2 dans le cadre du programme européen Ulcos. L'investissement de 150 millions d'euros prévu pour conforter les hauts-fourneaux est acté, mais reste soumis à la conjoncture... On peut donc s'attendre au mieux à son report.

Quant au projet Ulcos, la Lorraine demeure en compétition avec des sites en Allemagne et en Grande-Bretagne. Partenaire potentiel de ce projet de captage de CO2, Poweo a jeté l'éponge et a abandonné son projet de créer une, voire deux centrales à cycle combiné gaz dans les vallées de la Fensch et de l'Orne.